

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	7
Liste des abréviations	9
Introduction	15
1 Thème. Opinions. Méthode.....	15
2 Loi du 14 juillet 1976. Objectifs. Évolutions. A. Égalité homme-femme.....	17
3 (suite) B. Partage des acquêts.....	18
4 (suite) C. Autonomie et solidarité. Balance d'intérêts.....	20
5 Statuts des couples qui ne sont pas mariés en régime de communauté. Égalité constitutionnelle.....	22
6 Vers une harmonisation des statuts patrimoniaux des couples. Hypothèses de recherche.....	23
7 Comment harmoniser les statuts ? <i>De lege lata</i> : droit judiciaire des couples séparatistes. Familialisation du droit commun.....	26
7-1 <i>De lege ferenda</i> : participation légale aux acquêts pour tous.....	29
8 Divisions. Bibliographie.....	32

TITRE I

Le régime matrimonial primaire

CHAPITRE I

Fixation de la résidence conjugale

9 Notion.....	39
10 Matière impérative.....	39
11 Notion.....	40
12 Fixation de commun accord et recours.....	40

CHAPITRE 2

Protection du logement familial

13 Protection du cadre de vie.....	43
§ 1. Domaine d'application.....	43
14 Biens : immeuble affecté au logement principal à la famille.....	43
15 (suite) Meubles meublants.....	44
16 Durée : incidence de la séparation de fait.....	44
§ 2. Logement familial en propriété.....	45
17 Principe : interdiction de « disposer » sans l'accord du conjoint.....	45
18 (suite) Saisissabilité garantie. Mandat de vente.....	47
19 Consentement du conjoint.....	47

20	Autorisation judiciaire d'accomplir seul l'acte.....	48
21	Sanction : annulation et dommages-intérêts.....	48
§ 3.	Logement familial loué.....	48
22	« Appartenance conjointe » du bail. Domaine.....	48
23	Obligation du bailleur de s'adresser aux époux par acte séparé.....	50
24	Connaissance du mariage par le bailleur.....	51
25	Absence de solidarité passive.....	51
26	Sanctions : recours devant le tribunal de la famille, annulation et dommages-intérêts.....	52

CHAPITRE 3

Exercice d'une profession et usage du nom du conjoint dans les relations professionnelles

§ 1.	Libre choix de la profession.....	53
27	Principe : liberté de choix et d'exercice d'une profession.....	53
28	Limite : intérêt de la famille.....	53
29	Mesures d'interdiction d'activité professionnelle. Portée restreinte.....	54
30	Modification du régime matrimonial. Portée restreinte.....	55
§ 2.	Usage du nom du conjoint dans les relations professionnelles.....	56
31	Accord du conjoint.....	56
32	Dissolution du régime.....	57

CHAPITRE 4

Perception et affectation des revenus

33	Perception exclusive.....	59
34	Affectations prioritaire et subsidiaire des revenus.....	59
35	Sanction.....	60

CHAPITRE 5

Comptes et coffres en banque

36	Droit d'ouverture et de location.....	61
37	Présomption de gestion exclusive.....	61
38	Devoir d'information du dépositaire.....	62
39	Dissolution du régime.....	63

CHAPITRE 6

Mandat conventionnel ou judiciaire

§ 1.	Mandat conventionnel (article 219 du Code civil).....	65
40	Principe.....	65
41	Révocabilité <i>ad nutum</i>	65
§ 2.	Mandat judiciaire (article 220 du Code civil).....	66
42	Principe.....	66
43	Autorisation judiciaire d'accomplir seul des actes relatifs au logement familial.....	66

44	Substitution judiciaire dans les pouvoirs de l'époux inapte.....	67
45	Délégation judiciaire de sommes.....	69

CHAPITRE 7

Devoir de secours entre époux et de contribution aux charges du mariage

46	Devoir de secours entre époux : partage des niveaux de vie.....	71
47	Contribution aux charges du mariage : selon les facultés.....	71

CHAPITRE 8

Dettes contractées pour les besoins du ménage et l'éducation des enfants

48	Solidarité. Domaine	73
49	Exception : dettes excessives	75
50	Exception : séparation de fait connue du tiers contractant.....	75

CHAPITRE 9

Mesures urgentes et provisoires

51	Notion. Conditions. Compétence du tribunal de la famille.....	79
52-53	Choix des mesures. Division.....	82
54	Résidences séparées.....	82
55	Interdiction d'aliéner ou d'hypothéquer.....	82
56	Restrictions d'autonomie professionnelle.....	83
57	Apposition de scellés et inventaire	83
58	Attribution de biens en jouissance.....	85

CHAPITRE 10

Sanction des actes accomplis en violation des dispositions du régime primaire

§ 1.	Actes annulables.....	87
59	Violations de l'article 215 du Code civil.....	87
60	Violation d'une interdiction d'aliéner ou d'hypothéquer prononcée sur la base de l'article 223 du Code civil.....	87
61	Donations mettant en péril les intérêts de la famille.....	87
62	Sûretés personnelles mettant en péril les intérêts de la famille.....	88
§ 2.	Sanction	89
63	Nullité relative.....	89
64	Nullité facultative ou de plein droit ?	90
65	Procédure. Délai	91

TITRE 2

Le régime matrimonial légal

66	Notion	93
----	--------------	----

CHAPITRE I

L'actif des patrimoines propres

67	Division. Directive d'interprétation. Qualification et preuve.....	95
----	--	----

Section 1 Les biens propres en raison de leur origine..... 96

§ 1. Biens et créances des époux antérieurs au mariage 96

68	Notions. Patrimoine individuel. Date du transfert de propriété.....	96
----	---	----

69	Biens indivis entre futurs époux.....	98
----	---------------------------------------	----

§ 2. Biens acquis par libéralité..... 98

70	Notion. Patrimoine de famille.....	98
----	------------------------------------	----

71	Donation avec charges.....	99
----	----------------------------	----

Section 2 Les biens propres par relation..... 99

72	Notion. Justification de l'obligation de récompense.....	99
----	--	----

§ 1. Les accessoires de biens propres..... 100

73	Notion Ancien régime.....	100
----	---------------------------	-----

73-1	Réforme de 2018.....	101
------	----------------------	-----

74	Plus-values de biens propres. Biens professionnels.....	102
----	---	-----

75	Récompense.....	102
----	-----------------	-----

§ 2. Les biens cédés à l'un des époux par un de ses ascendants, soit pour le remplir de ce qui lui est dû, soit à charge de payer une dette de l'ascendant envers un tiers..... 102

76	Notion.....	102
----	-------------	-----

77	Champ d'application.....	103
----	--------------------------	-----

78	Récompense.....	103
----	-----------------	-----

§ 3. La part acquise par l'un des époux dans un bien dont il est déjà copropriétaire..... 104

79	Notion. Variantes.....	104
----	------------------------	-----

80	Récompense.....	105
----	-----------------	-----

§ 4. Les biens et droits qui, par l'effet d'une subrogation réelle, remplacent des propres, ainsi que les biens acquis en emploi ou en remploi..... 105

81	Notion. Preuve. Renvoi.....	105
----	-----------------------------	-----

82	Récompense.....	107
----	-----------------	-----

§ 5. Les biens servant à l'exercice de la profession..... 107

83	Notion. Régime ancien. Réforme par la loi du 22 juillet 2018. Régime transitoire.....	107
----	--	-----

84	Ancien régime. Récompense. Difficulté liée à l'évaluation nominale.....	110
----	---	-----

84-1	Nouveau régime. Distinction « titre – finance ».....	111
------	--	-----

84-2	(suite) Valorisation au jour de la dissolution. Attribution préférentielle.....	111
------	---	-----

§ 6. La clientèle..... 112

84-3	Ancien régime. Clientèle constituée peu avant le mariage.....	112
------	---	-----

84-4	Nouveau régime. Distinction « titre – finance ». Droit transitoire.....	114
------	---	-----

84-5	Valorisation au jour de la dissolution. Attribution préférentielle.....	116
------	---	-----

§ 7. Les droits résultant d'une assurance de personnes.....	117
85 Réforme d'un régime légal aménagé par la Cour constitutionnelle. Objectifs. Droit transitoire.....	117
85-1 Ancien régime. Sources normatives.....	118
86 (suite) Problématique.....	118
87 (suite) L'arrêt du 26 mai 1999 de la Cour d'arbitrage.....	119
88 (suite) Portée de la jurisprudence constitutionnelle quant aux prestations et aux produits d'assurance.....	120
89 (suite) Application de ce régime à l'assurance-groupe ?.....	121
89-1 Nouveau régime de l'assurance-vie individuelle. Sources normatives.....	124
Section 3 Les biens propres par nature.....	126
90 Justification de l'absence de récompense.....	126
§ 1. Les vêtements et objets à usage personnel.....	126
91 Notion.....	126
92 Bien personnel de grande valeur ou d'investissement. Collections.....	127
§ 2. Le droit de propriété littéraire, artistique ou industrielle.....	128
93 Distinction entre le titre et la finance.....	128
§ 3. Le droit à réparation d'un préjudice corporel ou moral personnel.....	129
94 Problématique. Nécessité d'une réforme en 2018. Droit transitoire.....	129
95 Ancien régime. Une jurisprudence de la Cour de cassation critiquable, mais nécessaire.....	130
96 (suite) Propositions doctrinales d'interprétation de l'article 1401, 3, du Code civil.....	132
96-1 Nouveau régime. Distinction « titre – finance ». Qualification des catégories d'indemnités.....	132
96-2 (suite) Qualification d'une indemnité globale.....	133
§ 4. Le droit aux pensions, rentes viagères ou allocations de même nature, dont un seul des époux est titulaire.....	134
97 Distinction entre le titre et la finance.....	134
98 Divorce et pensions de retraite ou de survie.....	134
§ 5. Les droits résultant de la qualité d'associé liés à des parts ou actions de société acquises avec des fonds communs et inscrites au nom d'un des époux.....	136
99 Ancien régime. Objectifs. Notion de droits d'associé. Réforme de 2018. Droit transitoire.....	136
100 Ancien régime. Conditions.....	139
101 (suite) Gestion exclusive pendant le régime. Attribution à l'actionnaire dans le partage.....	140
102 (suite) Évaluation au jour du partage dans l'état au jour de la dissolution. Gestion pendant l'indivision post-communautaire.....	142
103 (suite) Suppression des titres au porteur.....	143
103-1 Nouveau régime. Distinction « titre – finance ».....	144
103-2 (suite) Conditions d'application.....	145
103-3 (suite) Attribution des parts lors du partage. Évaluation.....	146
Section 4 Le remploi.....	147
§ 1. Généralités.....	147
104 Notion. Remploi et récompense.....	147
§ 2. Remploi immobilier.....	148
105 Notion.....	148
106 Condition de forme.....	149

107	Condition de fond.....	150
108	(suite) Fonds propres entrés en communauté.....	151
§ 3.	Remploi immobilier anticipé.....	151
109	Notion.....	151
110	Conditions.....	152
§ 4.	Remploi mobilier.....	153
111	Absence de formalités. Conditions. Réforme de 2018. Droit transitoire.....	153
111-1	(suite) Achat d'un bien à usage commun au moyen de fonds propres : remploi ou récompense ?.....	155

CHAPITRE 2

L'actif du patrimoine commun

112	L'attraction communautaire en régime légal. Les acquêts. Réforme de 2018. Droit transitoire.....	157
§ 1.	Les revenus de l'activité professionnelle.....	158
113	Notion. Date d'entrée en communauté.....	158
114	Revenus professionnels principaux.....	158
115	Revenus de complément.....	160
115-1.	Avantages en nature. Stock-options.....	160
115-2.	Indemnités en fin de contrat de travail. Réforme de 2018.....	161
115-3.	(suite) Indemnités réparatrices d'un dommage personnel. Réforme de 2018. Droit transitoire.....	163
§ 2.	Les fruits, revenus, intérêts des biens propres.....	164
116	Notion.....	164
117	Revenus d'une entreprise propre.....	165
§ 3.	Les libéralités à vocation communautaire.....	166
118	Notion. Distinctions.....	166
§ 4.	Les valeurs économique ou patrimoniale de biens dont le titre est qualifié propre.....	168
118-1	Biens professionnels.....	168
118-2	Clientèles.....	168
118-3	Parts et actions nominatives.....	168
§ 5.	Les prestations d'assurance-vie dues pendant le régime.....	169
118-4	Prestations et valeurs échues pendant le mariage.....	169
§ 6.	Les biens qualifiés communs à défaut de disposition les qualifiant propres.....	170
119	Règle de qualification. Acquêts. Exemples.....	170
120	Fonds professionnels. Entreprises. Ancien régime. Réforme de 2018.....	171
121	Plus-values des biens professionnels propres. Valorisation des biens professionnels communs. Régime ancien.....	173
121-1	Distinctions « titre-finance ». Réforme de 2018.....	174
122	Propriété de l'argent. Confusion de fonds propres avec des fonds communs.....	175

CHAPITRE 3

Les règles de preuve

§ 1. Généralités.....	179
123 Domaine. Objet de la preuve. Créances. Réforme de 2018.....	179
124 Notion de « tiers ».....	180
125 Preuve par les tiers. Relativité des dérogations conventionnelles.....	181
§ 2. Modes de preuve entre époux.....	181
126 Écrit.....	181
127 Présomptions.....	182
128 Témoignages.....	182
129 Commune renommée.....	182
130 Règles de preuve contractuelles.....	182
§ 3. Modes de preuve à l'égard des tiers.....	183
131 Inventaire.....	183
132 Possession réunissant les conditions de l'article 2229 du Code civil.....	183
133 Titres ayant date certaine.....	184
134 (suite) Liste de biens propres dans le contrat de mariage. Controverse.....	184
135 (suite) Documents émanant d'un service public.....	185
136 (suite) Mentions figurant dans des registres ou bordereaux imposés par la loi ou consacrés par l'usage et régulièrement tenus ou établis...	186

CHAPITRE 4

Le passif

137 <i>Summa divisio</i> controversée : obligation et contribution au passif.....	189
138 Directives d'interprétation. Division.....	190

Section I La qualification des dettes (passif définitif – contribution).....

§ 1. Dettes propres.....	191
139 Dettes antérieures au mariage.....	191
140 Dettes qui grèvent les successions et libéralités qui échoient aux époux durant le mariage.....	192
141 Dettes contractées dans l'intérêt exclusif du patrimoine propre.....	193
142 Dettes résultant de sûretés personnelles ou réelles données par un des époux dans un intérêt autre que celui du patrimoine commun.....	194
143 Dettes provenant de l'exercice d'une profession interdite ou d'actes que l'un des époux ne pouvait accomplir seul.....	195
144 Les dettes résultant de condamnations pénales ou de délits ou quasi-délits.....	196
§ 2. Dettes communes.....	197
145 Dettes contractées par les deux époux.....	197
146 Dettes contractées pour les besoins du ménage et l'éducation des enfants.....	198
147 Dettes contractées dans l'intérêt du patrimoine commun.....	199
148 Dettes grevant les libéralités faites aux deux époux conjointement.....	199
149 Intérêts de dettes propres.....	200
150 Dettes alimentaires au profit des descendants d'un seul des époux.....	200
151 Qualification commune résiduaire.....	201

Section 2 Les droits des créanciers (passif provisoire – obligation)	202
152 Généralités.....	202
§ 1. Dettes propres.....	202
153 Principe : les biens propres du débiteur et ses revenus (communs).....	202
154 (suite) Notion de revenus.....	203
155 Extension du gage en cas d'absorption de biens propres par le patrimoine commun.....	204
156 Extension du gage au profit recueilli par le patrimoine commun.....	205
157 Extension du gage à la moitié de l'actif net du patrimoine commun.....	205
§ 2. Dettes communes.....	206
158 Dettes communes parfaites et imparfaites.....	206
159 Dettes contractées par les deux époux.....	207
160 Dettes ménagères excessives.....	208
161 Intérêts de dettes propres.....	208
162 Dettes professionnelles d'un époux.....	208
163 (suite) Faillite d'un des époux. Effacement des dettes étendu au conjoint du failli.....	209
164 Dettes fiscales.....	210
165 Dettes alimentaires au profit des descendants d'un seul des époux.....	212
Section 3 Les dettes entre époux	213
166 Application du droit commun.....	213

CHAPITRE 5

La gestion des patrimoines

167 Généralités. Division.....	215
Section I La gestion du patrimoine commun	215
168 L'intérêt de la famille. Division.....	215
§ 1. Gestion concurrente.....	216
169 Principe. Nature résiduaire.....	216
170 Actes à titre onéreux.....	216
171 Libéralités. Legs concurrents.....	218
172 Actes inconciliables.....	218
173 Gestion concurrente et administration.....	218
§ 2. Gestion privative.....	219
174 Actes professionnels. Réforme de 2018.....	219
175 Limites.....	220
176 Exception : l'exercice en commun d'une profession.....	221
§ 3. Gestion conjointe.....	221
177 Principes. Consentement ou accord.....	221
178 Acquérir, aliéner ou grever de droits réels les biens susceptibles d'hypothèque.....	223
179 Acquérir, céder ou donner en gage des fonds de commerce ou exploitations de toute nature.....	224
180 Conclure, renouveler ou résilier des baux de plus de neuf ans, consentir des baux commerciaux et des baux à ferme.....	225

181	Céder ou donner en gage des créances hypothécaires.....	226
182	Percevoir le prix de l'aliénation d'immeubles ou le remboursement de créances hypothécaires, donner mainlevée des inscriptions.....	226
183	Accepter ou refuser un legs ou une donation lorsqu'il est stipulé que les biens légués ou donnés sont communs.....	226
184	Contracter un emprunt.....	226
185	Conclure un contrat de crédit à la consommation, visé par le Code de droit économique, sauf si cet acte est nécessaire aux besoins du ménage ou à l'éducation des enfants.....	227
186	Donations de biens communs. Réforme de 2018.....	227
Section II La gestion des patrimoines propres.....		228
187	Principe : gestion exclusive.....	228
188	Exceptions. Intérêt de la famille.....	228
Section III Les mesures de protection préventives.....		229
189	Généralités. Division.....	229
§ 1.	L'autorisation d'agir seul.....	229
190	Acte de gestion conjointe du patrimoine commun.....	229
191	Refus sans motifs légitimes. Impossibilité de manifester sa volonté.....	230
192	Concours de mesures préventives.....	231
§ 2.	L'interdiction préventive et l'autorisation conditionnelle.....	232
193	Portée. Spécialité.....	232
§ 3.	Retrait et transfert de pouvoirs.....	232
194	Portée.....	232
195	Inaptitude dans la gestion ou mise en péril des intérêts de la famille.....	233
196	Pouvoirs retirés.....	234
197	Pouvoirs transférés. Nécessité. Bénéficiaire.....	234
198	Publicité. Cessation.....	235
§ 4.	La séparation de biens judiciaire.....	236
199	Conditions.....	236
200	Effets.....	237
Section IV La sanction des irrégularités de gestion.....		238
§ 1.	Généralités.....	238
201	Organisation.....	238
202	Nullités relatives et facultatives.....	239
203	Délais.....	240
204	Droits des tiers.....	241
§ 2.	Actes de gestion conjointe accomplis par un seul époux.....	242
205	Actes annulables sans preuve d'une lésion.....	242
206	Actes annulables moyennant la preuve d'une lésion.....	242
§ 3.	Actes accomplis en violation d'une interdiction prononcée, ou de conditions imposées, par justice.....	243
207	Mesures judiciaires restrictives de gestion.....	243
§ 4.	Actes accomplis en fraude des droits du conjoint ou en contrariété avec les intérêts de la famille.....	244
208	Principes. Fraude. Contrariété avec les intérêts de la famille.....	244
209	(suite) Retraits-dépenses de fonds communs dans un contexte de divorce.....	245

§ 5. Actes de gestion professionnelle privative.....	247
210 Lacune. Principes de solution.....	247
§ 6. Sanctions complémentaires ou alternatives.....	248
211 Récompense-indemnité au patrimoine commun.....	248
212 Qualification propre de la dette résultant de l'acte irrégulier.....	249

TITRE 3

Liquidation et partage du patrimoine commun

213 Généralités. Accords transactionnels. Lésion.....	251
---	-----

CHAPITRE I

Dissolution du régime matrimonial

§ 1. Causes de dissolution.....	253
214 Cas légaux.....	253
215 Annulation du mariage. Absence.....	254
§ 2. Dates de dissolution.....	254
216 Principes.....	254
217 Pluralité de demandes en divorce.....	255
218 Report conventionnel de la date de dissolution.....	256
§ 3. Exclusion de la liquidation de biens acquis ou de dettes contractées durant la séparation de fait.....	256
219 Principe. Exemples.....	256
220 Conditions.....	257
221 Spécialité de principe.....	259
§ 4. Annulation d'actes accomplis en fraude des droits d'un époux durant l'instance en divorce.....	260
222 Principes.....	260
§ 5. Déchéance des avantages patrimoniaux liés au mariage.....	260
223 Indignité ou exhérédation : déchéance impérative de tous les avantages supérieurs au partage égal des acquêts.....	260
224 Dissolution du régime matrimonial entre vifs : déchéance supplétive des droits de survie. Causes de dissolution.....	261

CHAPITRE 2

L'indivision post-communautaire

§ 1 ^{er} . Principes.....	265
225 Notion. Domaine.....	265
226 Statut des biens et des dettes. Gestion de l'indivision.....	265
§ 2. Compte d'indivision.....	267
227 Occupation ou utilisation exclusive de biens indivis par un époux. Indemnité.....	267
228 (suite) Indemnité d'occupation et devoir de secours entre époux en cours d'instance de divorce.....	270
229 (suite) Occupation de biens indivis avec des enfants.....	276

230	(suite) Imputation des remboursements par un époux de l'emprunt hypothécaire commun ?.....	277
231	(suite) Pension alimentaire après divorce et indemnité d'occupation. Avance sur indemnité d'occupation.....	278

CHAPITRE 3

Compte de récompenses

232	Généralités. Notions.....	281
Section 1 Causes et preuves des récompenses.....		283
§ 1.	Récompenses dues par un patrimoine propre au patrimoine commun.....	283
233	Paiement d'une dette propre. Notion de profit réalisé par le patrimoine propre.....	283
234	(suite) Travail personnel (rénovation, construction) sur un bien propre.....	284
234-1	Récompense pour non-distribution déraisonnable de bénéfices sociaux par une société dont les actions sont propres (art. 1432, al. 2).....	287
234-2	(suite) Montant de la récompense. Appréciation judiciaire <i>in concreto</i>	288
234-3	(suite) Droit transitoire.....	289
235	Préjudice résultant d'un acte de gestion irrégulier. Notion d'acte irrégulier.....	289
§ 2.	Récompenses dues par le patrimoine commun à un patrimoine propre.....	290
236	Profit du patrimoine commun. Entrée dans le patrimoine commun.....	290
237	Remploi et récompense.....	294
Section 2 Évaluation des récompenses.....		294
238	Plancher : l'appauvrissement. Ou moins que l'appauvrissement ?.....	294
239	Plafond : la valeur actualisée d'un bien.....	296
240	(suite) Remboursement par des revenus communs d'un emprunt contracté pour l'acquisition d'un bien propre.....	298
241	Intérêts.....	300
Section 4 Compte final.....		301
242	Compensations.....	301

CHAPITRE 4

Règlement du passif impayé

243	Recours des créanciers communs avant le partage.....	303
244	(suite) Saisies.....	304
245	Recours des créanciers communs après le partage. Solidarité. Bénéfice d'émolument.....	304
246	(suite) Recours entre époux suite au paiement de dettes communes.....	305
247	Recours des créanciers propres après le partage.....	306

CHAPITRE 5

Règlement des récompenses

248	Exigibilité des récompenses. Droit des créanciers.....	307
249	Mode de règlement.....	307

CHAPITRE 6

Créances entre époux

250	Notion. Preuve.....	309
251	Exigibilité et paiement.....	309

CHAPITRE 7

Partage

252	Principes : partage par moitié en nature. Évaluation au jour du partage.....	311
252-1	(suite) Exception : les biens professionnels. Réforme de 2018.....	312
252-2	Effet déclaratif du partage. Division.....	313
§ 1.	Attribution préférentielle.....	313
253	Notion. Réforme de 2018 : perfectionnement et extension aux couples séparatistes.....	313
254	Objet. Intérêts des époux. Capacités financières.....	315
254-1	Biens professionnels.....	318
255	Attribution préférentielle à l'époux victime de violences conjugales.....	319
256	Procédure. Effets.....	320
257	Conflit entre la reprise d'apport (art. 1455) et l'attribution préférentielle.....	321
§ 2.	Recel de communauté.....	322
258	Notion. Réforme de 2018 : extension aux régimes séparatistes.....	322
258-1	(suite) Conditions.....	323
259	Sanctions.....	324
§ 3.	Avance sur part de communauté.....	325
260	Conditions.....	325

CHAPITRE 8

La procédure de liquidation-partage judiciaire

261	Partage amiable ou judiciaire. Réforme. Droit transitoire.....	329
Section 1 Le notaire liquidateur.....		
262	Unicité. Exceptions.....	330
263	Remplacement du notaire. Procédure.....	332
264	Suppression du notaire chargé de représenter les parties absentes ou récalcitrantes.....	333
265	Exclusion des biens (bloquants) situés à l'étranger.....	334
266	Gestion de la masse pendant la procédure.....	335
Section 2 Déroulement de la procédure.....		
267	Extension de plein droit de la demande à une autre indivision.....	336
268	Ouverture des opérations. Réunion informelle.....	336
269	Missions du notaire liquidateur. Force obligatoire des accords.....	337
270	Inventaire. Contenu. Procédure.....	339
271	Expertises.....	341
272	Délais. 1. Mise en état consensuelle.....	342
273	(suite) 2. Mise en état légale.....	343
274	(suite) 3. Mise en état judiciaire.....	344

275	(suite) Interruption consensuelle des délais. Découverte de nouveaux faits ou de nouvelles pièces déterminantes.....	344
276	(suite) Sanctions.....	345
277	Le procès-verbal intermédiaire de litiges et difficultés.....	346
277-I	(suite) Application de l'article 19, alinéa 3, du Code judiciaire ?	348
278	Partage en nature. Mise en vente des biens.....	349
279	État liquidatif et projet de partage. Contredits.....	351
280	(suite) Voies de recours. Effet dévolutif de l'appel.....	353

TITRE 4

Contrat de mariage et autonomie de la volonté

CHAPITRE I

Nécessité d'un régime matrimonial

§ 1.	Un statut obligatoire, mais supplétif.....	357
281	Utilité du régime matrimonial. Régime légal supplétif.....	357
282	Nature supplétive.....	359
§ 2.	Le régime légal : régime statutaire de droit commun.....	359
283	Droit commun des régimes matrimoniaux. Art. 1390. Directive d'interprétation.....	359
284	Caractère statutaire.....	362

CHAPITRE 2

L'autonomie de la volonté

285	Liberté surveillée.....	365
§ 1.	L'ordre public et les bonnes mœurs.....	365
286	Principe. Sanction.....	365
287	Droits et devoirs des époux. Autorité parentale. Tutelle.....	366
288	Obligations alimentaires entre conjoints et ex-conjoints. Clauses de viduité.....	366
289	Ordre légal des successions. Attributions de biens <i>mortis causa</i>	367
290	(suite) Convention relative aux droits successoraux du conjoint survivant en présence d'enfants non communs – « Pacte Valkeniers ».....	368
§ 2.	Dispositions impératives du régime matrimonial.....	369
291	Principe. Sanction.....	369
292	Date de prise de cours du régime matrimonial.....	369
293	Gestion des patrimoines. Égalité.....	370
294	Passif et preuve.....	370
§ 3.	Cohérence du régime matrimonial choisi.....	370
295	Principe. Sanction.....	370
296	Cohérence interne des régimes matrimoniaux à base communautaire. Caractéristiques essentielles.....	372
297	Cohérence interne des régimes matrimoniaux séparatistes. Caractéristiques essentielles.....	374

§ 4. Adoption d'un régime matrimonial « par référence ».....	374
298 Référence à un régime matrimonial abrogé.....	374
299 Référence à une législation étrangère.....	375

CHAPITRE 3

Contrat de mariage et mutabilité du régime matrimonial

Section 1 Le contrat de mariage	377
§ 1. Généralités.....	377
300 Notion.....	377
301 Liens avec le mariage. Prise d'effets.....	377
§ 2. Conditions de validité.....	378
302. Conditions de forme. Rôle des notaires : obligation d'information aggravée	378
303 Capacité. Procuration.....	381
304 (suite) Minorité.....	381
305 (suite) Personnes vulnérables en raison de leur état mental ou physique. Administration.....	382
306 (suite) Malades mentaux et délinquants internés.....	383
307 (suite) Failli et personne sous règlement collectif de dettes.....	383
308 Sanction. Nullité relative.....	383
§ 3. Publicité.....	384
309 <i>Ratio legis</i> . Mesures adaptées aux situations particulières.....	384
§ 4. Modification des conventions matrimoniales avant le mariage.....	385
310 Procédure. Renvoi.....	385
Section 2 La mutabilité du régime matrimonial	386
§ 1. Historique.....	386
311 1804, 1976 et 1998 : mutabilité contrôlée assouplie.....	386
312 2008 et 2013 : contrôle déjudiciarisé. Futur : résiliation unilatérale encadrée.....	387
§ 2. Conditions.....	388
313 Conditions de fond.....	388
314 (suite) Actes non soumis à la procédure légale.....	389
315 Conditions de forme. 1. Acte notarié.....	389
316 (suite) 2. Inventaire facultatif ou obligatoire.....	390
317 Mesures de publicité.....	393
318 Date des effets des modifications. Protection des tiers. Droits des créanciers.....	393
TITRE 5	
Régimes conventionnels en communauté	
319 Généralités.....	397

CHAPITRE I

Extension de l'actif commun

§ 1 ^{er} . Apport en communauté.....	399
320 Objet. Nature onéreuse. Utilités.....	399
321 Apports limités.....	400
322 Passif lié à l'apport.....	401
323 Droit de reprise de l'apport.....	403
324 Apport sous condition résolutoire.....	405
325 Export de communauté (<i>uitbreng</i>).....	406
325-1 Apport anticipé. Domaine. Effets.....	407
§ 2. Communauté universelle.....	409
326 Notion.....	409
327 Composition active.....	409
328 Composition passive.....	410

CHAPITRE 2

Autres modifications de la composition du patrimoine commun

329 Limitation du patrimoine commun.....	413
330 Aménagements du passif.....	414
331 Aménagements des règles de remploi.....	414

CHAPITRE 3

Partage inégal de la communauté et avantages matrimoniaux

332 Finalités. Clauses non usuelles.....	415
§ 1 ^{er} . Préciput.....	416
333 Notion. Modalités.....	416
334 Préciput avec charge. Reprise sur prisee.....	417
335 Incidence sur le passif.....	417
§ 2. Clause de partage inégal.....	418
336 Objectif. Traitement fiscal.....	418
337 Modalités.....	419
338 Incidences sur le passif et sur le règlement des récompenses.....	420
339 Variantes fiscalement avantageuses. 1. Attribution à charge.....	421
340 (suite) 2. Attributions optionnelles.....	421
341 (suite) 3. Attribution totale sans condition de survie (<i>sterfhuisbeding</i>).....	423
§ 3. Les avantages matrimoniaux.....	424
342 Principe : conventions à titre onéreux. Réforme des régimes matrimoniaux. Critiques doctrinales.....	424
343 Exceptions : protection des droits réservataires des enfants.....	429
344 (suite) Art. 1465 : apport, préciput et/ou partage inégal en présence d'enfants non communs.....	429
345 (suite) Art. 1458, al. 2 et 1464, al. 2 : combinaison de clauses d'apport, de préciput et de partage inégal en présence d'enfants communs.....	431

TITRE 6

Régimes séparatistes

346	Séparations pures et dures. Dangers. Devoir de conseil renforcé.....	433
-----	--	-----

CHAPITRE I

Séparation de biens pure et simple

Section 1	Durant le mariage.....	441
	347 Principe. Application complétive du régime légal : art. 1390.....	441
§ 1.	Actif.....	442
	348 Séparation. Primauté du titre de propriété.....	442
	349 Preuve entre époux.....	443
	350 (suite) Immeubles.....	444
	351 (suite) Meubles. Preuve. État du patrimoine initial.....	445
	351-1 (suite) Créances. Preuve.....	446
	352 Présomption d'indivision des biens meubles.....	446
	353 Dérogations aux modes de preuve. Présomptions de propriété.....	448
	354 (suite) Présomptions de propriété et avantages matrimoniaux.....	449
	354-1 (suite) Clauses relatives aux créances et aux comptes entre époux.....	450
§ 2.	Passif.....	450
	355 Séparation des dettes. Tempéraments.....	450
	356 Principes d'exécution.....	451
§ 3.	Gestion.....	452
	357 Indépendance de la gestion. Exceptions légales.....	452
	358 (suite) Conventions dérogatoires.....	453
	359 Retrait et transfert de pouvoir en cas de mauvaise gestion.....	454
Section 2	Après la dissolution du régime.....	455
	360 Nécessité d'une liquidation. Rapprochement avec la liquidation d'une communauté.....	455
§ 1.	Partage.....	456
	361 Fin des indivisions entre époux. Tempéraments.....	456
	361-1 Attribution préférentielle de biens indivis.....	457
	361-2 Recel de bien indivis.....	459
	361-3 Avantages matrimoniaux.....	459
§ 2.	Comptes entre époux.....	461
	362 En construction.....	461
	363 Outils et chantiers.....	464
	I. Les outils	
	1° Établir une créance	
	364 Contrat. Preuve écrite. Impossibilité morale.....	465
	365 Prêt, reconnaissance de dettes.....	466
	366 Donation révoquée.....	467
	367 Quasi-contrat. Enrichissement sans cause. Principes. Conditions.....	467
	367-1 (suite) Approche globale de l'enrichissement sans cause.....	470
	367-2 (suite) Volonté de l'appauvri comme cause. Évolution de la jurisprudence de la Cour de cassation.....	473

368	(suite) Réévaluation de la créance <i>de in rem verso</i>	474
369	Obligation légale. Charges du mariage : surcontribution. Notion.....	477
370	(suite) Collaboration professionnelle gratuite.....	478
371	(suite) Travaux réalisés sur un bien.....	480
372	(suite) Travaux au foyer.....	482
373	Correctif judiciaire optionnel en équité.....	484
374	Rôle complétif de la bonne foi.....	489
375	Naissance d'une société de fait.....	490
2°	Contester une créance	
376	Prééminence (<i>bis</i>) de l'écrit.....	490
377	Présomption de règlement des comptes « à défaut d'écrit ». Nature réfragable.....	491
378	(suite) Impraticabilité de la « clause Grégoire ».....	493
379	Charges du mariage. Présomption de règlement au jour le jour.....	496
380	La donation.....	498
381	La bonne foi.....	498
382	La société de fait.....	499
383	Obligation naturelle. Donation rémunératoire.....	499
384	Réallocation patrimoniale.....	499
385	Extension des charges du mariage. L'arrêt de la Cour de cassation du 22 avril 1976 et le logement familial.....	500
386	(suite) Variations sur l'arrêt du 22 avril 1976 : autres fondements, autres biens.....	501
387	(suite) Volonté d'inclure un investissement dans les charges du mariage.....	502
388	Source du financement : capitaux familiaux et économies.....	505
389	Volonté de mise en indivision de fonds préalable à une acquisition indivise.....	507
II.	Les chantiers	
390	Droit jurisprudentiel continental.....	508
391	Acquisition du logement familial en indivision.....	508
392	Investissement de capitaux familiaux dans le logement familial indivis.....	513
392-I	(suite) Réévaluation de la créance d'enrichissement sans cause.....	518
393	Investissements de capitaux familiaux ou d'économies sur revenus dans une indivision différente du logement familial.....	520
394	Investissements dans un bien personnel de l'autre époux.....	522
395	Financement de travaux d'amélioration d'un bien indivis.....	528
396	Travaux de rénovation ou de construction réalisés par un des époux dans le logement familial propre de l'autre.....	529
396-I	Travaux réalisés par un des époux dans le logement familial indivis.....	530
397	Collaboration professionnelle gratuite.....	531
398	Collaboration professionnelle gratuite et au foyer (cumul).....	534
399	Collaboration professionnelle gratuite ou au foyer et financière (cumul).....	537
400	Collaboration professionnelle gratuite ou au foyer et mise à disposition d'un logement personnel (cumul).....	539
400-I	Collaboration professionnelle gratuite au profit de l'indivision.....	539

CHAPITRE 2

Séparation de biens communautarisée

§ 1 ^{er} .	Adjonction d'une communauté ou société d'acquêts.....	541
401	Généralités. Utilités.....	541
402	Principes. Opposabilité aux tiers. Réforme de 2018.....	543

403	Répartition de l'actif et du passif.....	545
404	Preuve de la propriété. Gestion.....	547
405	Communauté d'acquêts limitée à un bien.....	547
406	Liquidation et partage.....	549
407	(suite) Attribution intégrale de la communauté d'acquêts. Avantage matrimonial. Réforme de 2018.....	549
§ 2.	Régime de participation aux acquêts.....	550
407-1	Définition. Régime légal de participation aux acquêts. Réforme de 2018.....	550
407-2	Principes.....	552
407-3	Patrimoine originaire. Consistance.....	553
407-4	(suite) Évaluation.....	555
407-5	(suite) Preuve.....	557
407-6	Patrimoine final. Consistance.....	557
407-7	(suite) Évaluation.....	559
407-8	(suite) Preuve.....	560
407-9	Dissolution du régime. Calcul de la créance de participation.....	560
407-10	Dissolution du régime. Exigibilité de la créance de participation. Liquidation anticipée.....	562
407-11	(suite) Paiement de la créance de participation. Prescription.....	563
407-12-413	Avantage matrimonial. Intérêt fiscal.....	564
§ 3.	Organisation d'indivisions.....	566
414	Mise en indivision conventionnelle.....	566
415	Clause de mise en indivision des économies.....	568
§ 4.	Théorie des avantages matrimoniaux en séparation de biens (renvois).....	569
416	Application par analogie.....	569

TITRE 7

Droit transitoire de la loi du 14 juillet 1976

417	Actualité.....	571
§ 1.	Le régime primaire.....	571
418	Caractère impératif. Applicabilité directe sans rétroactivité.....	571
§ 2.	Dispositions générales du régime secondaire.....	572
419	Application immédiate des articles 1387 à 1397 du Code civil.....	572
§ 3.	Le régime légal.....	572
420	Principes (article 1 ^{er} , 2 ^o disp. trans. L. 14 juillet 1976).....	572
421	Qualification des biens et des dettes. Principe de continuité.....	573
422	Évaluation et revalorisation des récompenses.....	574
423	Attribution préférentielle.....	574
424	Faculté de renonciation de l'épouse à la communauté.....	575
§ 4.	Les régimes conventionnels de communauté ou de séparation de biens avec adjonction d'une société d'acquêts.....	575
425	Principes (article 1 ^{er} , 3 ^o disp. trans. L. 14 juillet 1976).....	575
426	Acceptation de la communauté par l'épouse.....	577
427	Attribution préférentielle.....	579
428	Revalorisation des récompenses.....	580
§ 5.	Le régime de la séparation de biens pure et simple.....	582
428-1	Principes généraux de droit transitoire.....	582

TITRE 8 Les couples non mariés

CHAPITRE I L'union libre

429	Généralités.....	585
Section I Droits et obligations des partenaires.....		588
§ 1.	Devoir de secours et contribution aux charges du ménage.....	588
430	Principe : absence de devoir de secours et d'obligation de contribution aux charges du ménage.....	588
431	Obligation alimentaire conventionnelle.....	589
432	Obligation naturelle de secours.....	590
§ 2.	Solidarité pour les dettes ménagères.....	594
433	Absence de solidarité légale.....	594
434	Palliatifs : mandat apparent et mandat tacite.....	594
§ 3.	Protection du logement familial.....	595
435	Absence de protection spécifique. Division.....	595
436	Logement en propriété exclusive.....	596
437	Logement indivis.....	597
438	Logement loué par un seul des partenaires.....	597
439	Logement loué par les deux partenaires.....	598
§ 4.	Résolution des crises entre partenaires.....	599
440	Absence de mesures urgentes et provisoires spécifiques.....	599
Section 2 Régime patrimonial secondaire.....		601
441	Présentation.....	601
§ 1.	Propriété des biens.....	602
442	Séparation des patrimoines.....	602
443	Indivision.....	602
444	Preuve de la propriété.....	603
445	Atténuation : acquisition en qualité de mandataire.....	605
446	Droits des créanciers.....	606
§ 2.	Rapports obligatoires.....	608
447	Créances entre partenaires. Preuve.....	608
448	Prêt ou donation.....	609
449	Gestion d'affaire.....	610
450	Accession et impenses.....	610
451	Contribution excessive aux charges du ménage. Paiement indu.....	611
452	Enrichissement sans cause.....	611
452-1	(suite) Prescription de l'action <i>de in rem verso</i>	614
452-2	Chantiers. Renvoi.....	615
§ 3.	Conventions de vie commune.....	617
453	Validité et forme.....	617
454	Contenu.....	618
455	Clauses d'accroissement et de tontine. Controverses résolues par la jurisprudence de la Cour de cassation.....	621

CHAPITRE 2

La cohabitation légale

456	Généralités.....	627
457	Régime patrimonial impératif mais précaire. Moment d'entrée en vigueur de la cohabitation légale.....	629
Section I Droits et obligations des cohabitants légaux.....		630
§ 1.	Devoir de secours et contribution aux charges de la vie commune.....	630
458	Notion.....	630
459	Délégation de sommes.....	631
§ 2.	Solidarité pour les dettes ménagères.....	631
460	Domaine de la solidarité.....	631
§ 3.	Protection du logement familial.....	632
461	Limitations des droits du propriétaire ou du locataire.....	632
462	Incidence de la cessation de la cohabitation légale.....	633
§ 4.	Mesures de crise pendant la cohabitation légale.....	634
I.	Conditions	
463	Entente sérieusement perturbée.....	634
464	Compétence et procédure.....	634
465	Caractères.....	635
II.	Mesures	
466	Séparation des cohabitants.....	635
466-I	Mesures relatives aux enfants.....	636
467	Mesures patrimoniales.....	636
468	Mesures alimentaires.....	637
469	Mesures urgentes et provisoires justifiées par la cessation de la cohabitation légale.....	637
Section 2 Régime patrimonial secondaire.....		639
§ 1.	Propriété des biens.....	639
470	Composition et gestion des patrimoines.....	639
471	Preuve de la propriété.....	640
472	Qualification de l'argent.....	641
473	(suite) Présomption d'indivision et libéralité.....	642
§ 2.	Conventions de cohabitation légale.....	643
474	Conditions. Opposabilité aux tiers.....	643
475	Indivision ou patrimoine commun interne.....	644
476	Gestion, liquidation et partage. Créances entre cohabitants légaux.....	645
477	Clauses de tontine et d'accroissement.....	647
478	Renvoi.....	647
Index alphabétique.....		651